

Vers un huissier de justice multidisciplinaire !

Le numéro de ce UIHJ Magazine comporte tant d'informations sur notre 19^e congrès qu'il serait superflu d'en relater plus encore son déroulement. Cependant, s'il reste, après coup, un point qui mérite d'être abordé c'est bien celui des perspectives que nous offre l'après-Washington.

Mais avant tout nous voudrions saluer la présence massive dans la capitale américaine des représentants du continent africain. Acteurs remarquables durant les travaux et chantres d'un métier, le nôtre, que d'aucuns considèrent encore comme devant rester figés aux seules activités de la signification et de l'exécution, ils ont surpris par leur clairvoyance et leur analyse progressiste.

Autres enseignements : la puissante poussée des huissiers de justice à statut libéral de l'Europe centrale et orientale présents dans de nombreuses commissions contrastant en cela avec le naufrage de nos collègues autrichiens et italiens officiellement absents de nos débats, démontrant ainsi combien, exceptés quelques rares cas, la rupture paraît inéluctable entre huissiers de justice et agents d'exécution à statut public.

Enfin, autre aspect positif : l'amorce d'initiatives prometteuses sur le territoire américain, d'abord au travers des contacts établis avec la Banque Mondiale grâce à l'intervention française, et ensuite avec le rapprochement envers différentes institutions ayant vocation à côtoyer notre corporation.

Le congrès, cela est son rôle, a tracé le programme qui va dicter, pour les prochaines années, l'action du nouveau bureau.

Toute démarche prospective devra veiller à intégrer, d'une part, les mutations substantielles qui se profilent au sein de notre profession et, d'autre part, à anticiper sur l'évolution des principes juridiques qui la gouverne, et qui restent soumis à la forte imprégnation de la mondialisation.

S'agissant des concepts juridiques, nul ne saurait contester que les grands principes civilistes d'essence romano-germaniques, qui depuis le 19^e siècle gouvernaient une grande partie de la planète, se sont estompés au profit d'un droit d'inspiration anglo-saxon privilégiant l'émergence de la nature contractuelle.

À l'évidence, aujourd'hui, les tentatives ou projets d'aménagement de structures juridiques universelles s'articulent autour d'un triple mécanisme visant à instaurer :

- un droit puisant sa substance dans la notion de contrat ;
- un système judiciaire articulé autour d'un mode alternatif de règlement des litiges, en privilégiant l'arbitrage ;
- un arsenal de dispositifs en faveur de mesures d'exécution harmonisées.

De cette architecture s'évince l'idée d'un droit substantiel qui serait dominé par les valeurs contractuelles, dont les conflits seraient réglés par le recours à l'arbitrage et la sanction appliquée en contemplation d'instruments relevant d'un droit de l'exécution harmonisé. Sur ce dernier point, objet d'une affection particulière compréhensive pour nous huissiers de justice, il est aisé de mesurer, malgré un parcours chaotique, combien les progrès sont constants. Les travaux du congrès l'ont démontré lors des propositions de synthèse en reprenant l'étude de l'ALI-Unidroit sur les « principes de procédure civile transnationale »,

La forte sensibilité affichée par ailleurs par les congressistes sur les thèmes portant sur le développement de nos activités a démontré l'importance des enjeux économiques et les préoccupations qu'ils suscitent.

Le mythe de l'huissier de justice lié au rôle réducteur d'agent d'exécution ou de signification est dépassé. D'ailleurs chacun a pu se rendre compte du déclin de ces deux pôles d'activité.

L'heure est désormais à la pluridisciplinarité. Partout l'huissier de justice esquisse un nouveau profil. En Europe, mais aussi en Afrique - voire sur le continent américain et en Thaïlande - l'huissier de justice sera un juriste de haut niveau, professionnel libéral, indépendant et responsable. Reconnu comme vecteur de sécurité juridique, considéré comme un maillon de la chaîne économique, plébiscité dans la lutte contre la corruption et rangé parmi les éléments essentiels à l'existence d'un état de droit, l'huissier de justice bientôt organisé en réseaux, constituera un référent majeur dans la mise en place de tout système judiciaire national ou international.



Il est regrettable que quelques gouvernements d'États — particulièrement d'Europe — encore reclus dans leur souveraineté nationale, mal informés et passésistes songent, sous des prétextes fallacieux, à maintenir un corps d'huissier de justice volontairement affaibli et aux compétences limitées aux seules fins d'assurer un contrôle judiciaire et politique d'outre temps, quitte à nuire au bon fonctionnement de leur propre service public de la justice ! Pire... Il est invraisemblable que de tels dirigeants puissent encore afficher une pareille posture dans les enceintes internationales en percevant des échos favorables.

Le bureau de l'UIHJ a établi un plan en 12 points s'inscrivant chacun dans un ensemble destiné à promouvoir un huissier de justice nanti de nouvelles prérogatives qui viendront élargir la palette de ses activités dans des domaines aussi variés que ceux de conseil, du recouvrement des créances, de la plénitude de l'exécution ou encore de fonctions directement rattachées telles les actes privés authentifiés, les séquestres, la médiation post judiciaire, etc.

Les consultations sont lancées et chaque huissier de justice intéressé pourra s'associer aux réflexions. Notre dernier éditorial préfigurait déjà ce mouvement.

Désormais l'ordre de marche est donné.

À suivre...

Jacques Isnard
Président UIHJ

Towards a multidisciplinary judicial officer!

This issue of your UIHJ Magazine includes much information on our 19th congress and it seems superfluous to add anything here. However, if a point remains to be discussed, it is the one concerning the perspectives that the post-Washington area has to offer to us.

But above all we would like to acknowledge the massive presence in the American capital of the representatives of the African continent. Remarkable actors during the working sessions and champions of the cause of a trade, ours, that many still regard as having to remain attached with the only activities of the service of documents and the enforcement of court decisions, they have astonished us by their perspicacity and their progressive analysis.

Another lesson: the powerful upcoming of the judicial officers with a liberal statute of the Central and Eastern Europe, who were present in many commissions, contrasting in that with the collapse of our Austrian and Italian colleagues officially absent from our debates, showing thus how much, apart from some rare cases, the rupture appear inescapable between judicial officers and civil servants enforcement agents.

Lastly, another positive aspect: the beginning of promising initiatives on the American territory, initially through the contacts established with the World Bank thanks to the French intervention, and then with the bringing together towards various institutions having vocation to mix with our corporation.

The congress - that is its role - traced the program which will guide the action of the new board for the following years.

Any prospective step will have to ensure to integrate, on the one hand, the substantial changes which are profiled within our profession and, on the other hand, to pre-empt the evolution of the legal principles which controls them, and which remain subjected to the strong impregnation of globalization.

Being the legal concepts, no one could dispute that the great romano-Germanic civil law principles, which since the 19th century controlled most of planet, grew blurred to the profit of a much Anglo-

Saxon inspired law which favours the emergence of anything of contractual nature.

Obviously, today, the attempts or projects of adjusting universal legal structures are articulated around a triple mechanism aiming at founding:

- a powerful law drawing its substance in the concept of contract
- a legal system articulated around an alternative mode of settlement of litigations, by privileging arbitration
- an arsenal of devices in favour of harmonised enforcement measures.

One must oust from this architecture the idea of a substantial law which would be dominated by contractual values, in which conflicts would be regulated by the use of arbitration and the sanction applied in contemplation of instruments relating to a harmonised law of enforcement. On this last point, which is the object of a particular concern to us as judicial officers, it is easy to measure how much the progress is constant, in spite of a chaotic course. The works of the congress proved it at the time of the summary proposals by resuming the study of Ali-Unidroit on the "principles of transnational civil procedure",

The strong sensitivity shown by the congressmen on the topics relating to the development of our activities proved the importance of the economic stakes and the concerns which they cause.

The myth of the judicial officer related to the reducing role of an enforcement agent only in charge of enforcing court decision and the service of document is over. Moreover each one could realise the decline of these two poles of activity.

The time has come for us to promote our multidisciplinary mission. Everywhere the judicial officer outlines a new profile. In Europe, but also in Africa - even on the American continent and in Thailand - the judicial officer will be a highly qualified lawyer, working as a liberal professional, independent and responsible. Recognised like a vector of legal safety, regarded as an economic chain link, participating in the fight against corruption and associated as an essential element of the rule of law, the judicial officer soon organised in networks, will constitute



a major reference in the implementation of any national or international legal system.

It is regrettable that some State governments - particularly of Europe - still reclude in their national sovereignty, badly informed and more concerned with the past than with the future, think, under fallacious purposes, to maintain a body of judicial officer voluntarily weakened and which competence is limited to the only ends to ensure a legal and political control from another age, even if it means to harm the correct functioning of their own public service of justice! Worse... It is incredible that such leaders can still offer a similar posture in the international enclosures by perceiving favourable echoes.

The board of the UIHJ established a 12 points action plan, each point focusing on the promotion of a judicial officer embracing new prerogatives and duties that will enlarge his activities in various areas such as legal advice, debt collection, the plenitude of enforcement measures, as well as other related functions such as the legalization of private agreements, the sequestrations of goods, post legal mediation, etc

The consultations are launched and each concerned judicial officer will be able to join to the discussions. Our last editorial already preceded this movement.

From now on the work is in progress.

To be followed...

Jacques Isnard
President of the UIHJ